

---

# Fiches sectorielles

---

Commerce

## 9.1 Chiffres clés du commerce

Le secteur du **commerce** comprend trois grands ensembles : le **commerce de gros**, le **commerce de détail** et le **commerce automobile**. Le commerce de gros et le commerce de détail distribuent des produits identiques, mais le commerce de détail vend principalement aux particuliers tandis que les clients du commerce de gros sont le plus souvent d'autres sociétés du commerce, grossistes ou détaillants. Le commerce automobile regroupe des commerçants, grossistes ou détaillants spécialisés dans la vente ou la réparation d'automobiles ou de motocycles.

En 2011, les 683 000 entreprises du commerce réalisent un chiffre d'affaires (CA) de 1 392 milliards d'euros, une valeur ajoutée (VA) de 203 milliards d'euros et emploient plus de 2,6 millions de salariés en équivalent-temps plein (EQTP). Leur poids dans l'ensemble des entreprises du champ des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers est sensiblement le même en termes de nombre d'entreprises (24 %), de valeur ajoutée (21 %) et de salariés en équivalent-temps plein (22 %). Un peu moins de la moitié (47 %) sont des entreprises individuelles, ce qui explique le nombre élevé des non-salariés (480 000) qui comptent pour 14,8 % des effectifs du commerce.

Les entreprises du commerce sont essentiellement de petite taille : 95 % ont moins de 10 salariés et réalisent le quart du chiffre d'affaires du commerce. Cependant, le secteur comprend aussi quelques très grandes sociétés qui concentrent une part élevée du chiffre d'affaires : les entreprises de 250 salariés ou plus sont en proportion infime (0,1 %) mais réalisent le tiers du chiffre d'affaires et 29 % des exportations du commerce.

### Définitions

Le **commerce** regroupe les entreprises de trois secteurs de la NAF rév. 2 : **commerce et réparation d'automobiles et de motocycles** (45), **commerce de gros** (46) et **commerce de détail** (47) (voir annexe *Nomenclature d'activités française*). L'artisanat commercial (charcuterie, boulangerie-pâtisserie) entre dans le champ de l'industrie car son activité de fabrication l'emporte sur celle de revente en l'état de marchandises. Ce classement est respecté bien que les secteurs concernés se rapprochent par d'autres aspects du commerce de détail alimentaire spécialisé et sont souvent regroupés avec lui.

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2012 : le secteur n'échappe pas à la crise », *Insee Première* n° 1457, juillet 2013.
- « Le commerce en 2011 : les ventes ont continué de se redresser », *Insee Première* n° 1407, juillet 2012.
- « La situation du commerce en 2012 », *Document de travail*, Insee, juillet 2013.
- « La situation du commerce en 2011 », *Document de travail*, Insee, décembre 2012.

Le commerce de gros réalise 50 % de la VA du commerce, le commerce de détail 39 % et le commerce automobile 11 %. Avec 1,4 million de salariés en équivalent-temps plein, le commerce de détail emploie plus de la moitié (52 %) des salariés du secteur ; le commerce de gros, avec 900 000 salariés, 35 % ; et le commerce automobile, avec 350 000 salariés, 13 %. Les entreprises du commerce de détail et automobile exportent peu (2 % et 5 % de leur CA), beaucoup moins que celles du commerce de gros (16 %), notamment parce que ces dernières comprennent des filiales commerciales de groupes industriels.

Avec la crise, la production de la branche du commerce a chuté fortement (- 5,6 % en 2009), entraînée par le commerce de gros (- 9 %) et l'automobile (- 8 % en 2009, après - 2 % en 2008). À l'inverse, le commerce de détail n'a pas enregistré de baisse de production, ni en 2008 (+ 1,2 %) ni en 2009 (+ 0,7 %), et en 2011, sa croissance semblait retrouver sa tendance de moyen terme (+ 1,9 %). En 2011, le commerce de gros retrouve à peine son niveau d'avant la crise (+ 4,7 %), alors que le commerce automobile peine à redémarrer (+ 1,3 %).

Après les pertes d'emploi engendrées par la crise de 2008-2009, très marquées dans le secteur du commerce de gros (- 3,1 % en 2009) et dans le commerce automobile (- 1,9 % dès 2008 puis encore - 1,4 % en 2009), 2010 a été une année de stabilisation. En 2011, l'emploi du commerce est reparti faiblement (+ 0,6 %), tiré par le commerce de détail (+ 0,9 %), et en dépit de la poursuite de l'érosion de l'emploi dans le commerce automobile (- 0,4 %). Dans un contexte de faible consommation, 2012 est de nouveau orientée à la baisse. ■

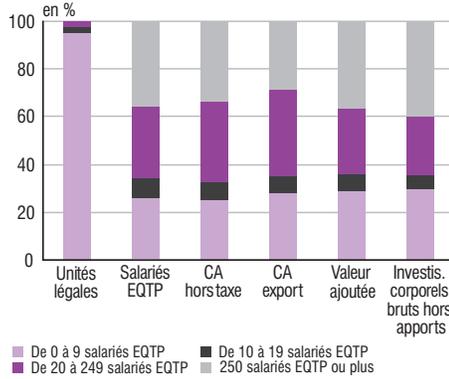
## 1. Chiffres clés du commerce en 2011

	Unités légales	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	648,9	667,8	348,8	39,0	58,4	5,3
De 10 à 19 salariés EQTP	17,2	231,0	102,4	9,8	14,5	1,1
De 20 à 249 salariés EQTP	15,8	790,5	474,5	51,1	56,6	4,4
250 salariés EQTP ou plus	0,8	937,5	465,8	40,5	74,0	7,1
<b>Ensemble</b>	<b>682,8</b>	<b>2 626,9</b>	<b>1 391,5</b>	<b>140,4</b>	<b>203,4</b>	<b>17,9</b>
Ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières	2 833,4	11 820,0	3 671,8	585,0	985,4	195,6
<b>Poids des entreprises du secteur du commerce<sup>1</sup> (en %)</b>	<b>24,1</b>	<b>22,2</b>	<b>37,9</b>	<b>24,0</b>	<b>20,6</b>	<b>9,1</b>

1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur du commerce par rapport à l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières. Champ : France.

Note : la branche commerce contribue à 11,2 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des branches de l'économie (au sens de la comptabilité nationale).  
Source : Insee, É sane.

## 2. Structure des agrégats selon la taille de l'unité légale en 2011

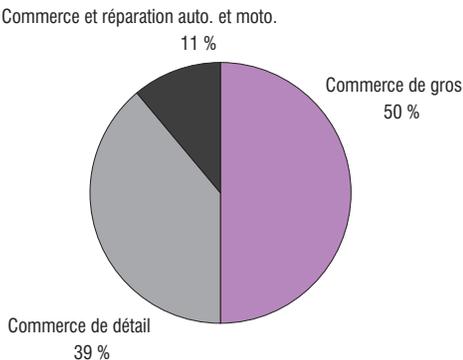


Champ : France.

Lecture : les entreprises de 250 salariés ou plus représentent 0,1 % des unités légales, 36 % des salariés, 33 % du CA, 29 % du CA export, 36 % de la VA et 40 % des investissements.

Source : Insee, É sane.

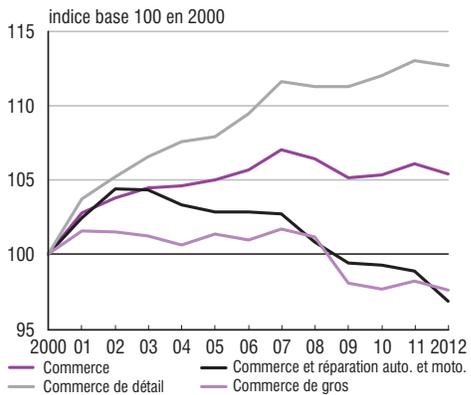
## 4. Principales activités du secteur selon la valeur ajoutée en 2011



Champ : France.

Source : Insee, É sane.

## 3. Évolution de l'emploi salarié, hors intérim

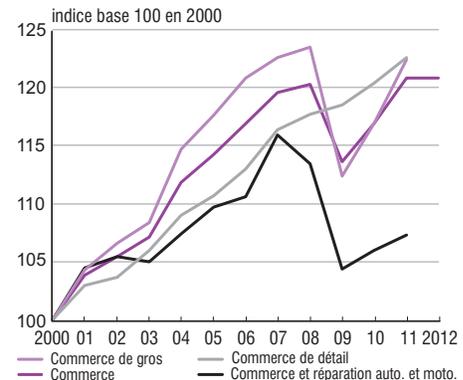


Champ : France.

Note : les titulaires de contrats d'intérim ne sont pas classés dans les secteurs d'activité qui les emploient effectivement mais systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi.

## 5. Production par branche en volume



Champ : France, branches du commerce.

Source : Insee, comptabilité nationale.

## 9.2 Ratios du commerce

La **marge commerciale** rémunère le service commercial. Le taux de marge commerciale (rapport de la marge commerciale aux ventes de marchandises) est ainsi un indicateur de la valeur dégagée par l'activité commerciale. Il couvre en premier lieu les coûts de distribution et doit donc être plus élevé pour les commerçants dont ces coûts sont grands. Il est également plus élevé pour les commerçants qui bénéficient de conditions d'achat plus favorables ou qui parviennent à se différencier et pratiquer un prix plus élevé.

En 2011, le taux de marge commerciale est de 22 % pour l'ensemble du commerce. Il varie de 13 % dans le commerce automobile à 28 % dans le commerce de détail et est proche de la moyenne dans le commerce de gros (21 %). Il varie encore fortement selon les caractéristiques des produits vendus, et pour un produit donné, selon le format de vente ou le positionnement en gamme. Depuis 2000, le taux de marge commerciale a augmenté dans le commerce de gros et le commerce de détail. La hausse de 2009 coïncide avec la réforme des relations commerciales (loi Châtel, loi de modernisation de l'économie), qui a conduit à la réduction des « marges arrières » et à leur réintégration dans les prix de vente.

Les délais de paiement sont un autre élément important de la rentabilité des entreprises commerciales. Dans l'ensemble du commerce, les délais de paiements « fournisseurs » excèdent de plus de 14 jours les délais de paiements « clients » (45,6 jours contre 31,0 jours). Ils sont plus faibles que dans l'ensemble du champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers (60,2 jours contre 52,7 jours), mais leur écart est un peu plus élevé, les entreprises du commerce, notamment dans la grande distribution, bénéficient ainsi de facilités de trésorerie.

La production des entreprises commerciales comporte trois composantes : les ventes de services facturées aux clients ou aux fournisseurs, la production de biens et, composante dominante, la marge commerciale. Le taux de valeur ajoutée (rapport de la valeur ajoutée sur le chiffre d'affaires) est donc très lié au taux de

marge commerciale. Il est de 15 % dans l'ensemble du commerce, soit sensiblement moins que pour l'ensemble des entreprises du champ des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (27 %). Il est plus élevé dans le commerce de détail (18 %) que dans le commerce de gros (13 %) et le commerce automobile (13 %).

Le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits dans le commerce est proche de l'ensemble des entreprises des secteurs du champ. En 2011, la part des frais de personnel dans la VA au coût des facteurs est de 73,2 % dans le commerce et de 72,5 % dans l'ensemble des secteurs du champ. Elle est plus faible pour les entreprises de moins de 10 salariés (64,6 %), qui comptent un nombre important d'entreprises individuelles, où la rémunération du travail de l'entrepreneur n'est pas distinguée des profits.

La rentabilité économique, rapport de l'excédent brut d'exploitation sur les immobilisations, est en revanche plus forte dans le commerce (13,7 %) que dans l'ensemble des secteurs du champ (9,2 %). C'est également le cas de la rentabilité financière, mesurée par le rapport du résultat net comptable sur les capitaux propres (12,7 % contre 9,4 %).

Dans le commerce de détail, la main d'œuvre est très féminisée (près de 60 % de femmes) et jeune (30 % de moins de 30 ans) et compte beaucoup d'employés (47 %). Les professions typiques sont celles de vendeuse et de caissière, dont la charge de travail fluctue fortement durant la journée et entre les jours de la semaine : le temps partiel est donc fréquent (35 %). La part des non-salariés est très significative (17 %). Dans le commerce de gros et surtout l'automobile, les femmes sont moins présentes (32 % et 17 % respectivement), la main-d'œuvre plus âgée (18 % et 25 % de moins de 30 ans) et le temps partiel plus rare (12 % et 10 %). La part des non-salariés y est plus faible, surtout dans le commerce de gros (10 % contre 15 % dans l'automobile). Les ouvriers dominent dans le commerce automobile (43 %) du fait de l'importance des activités de pose et de réparation. ■

### Définitions

La **marge commerciale** est l'écart entre les ventes de marchandises et leur coût d'achat.

## 1. Ratios du secteur du commerce selon la taille de l'unité légale en 2011

en %

	Ensemble	De 0 à 9 salariés	De 10 à 19 salariés	De 20 à 249 salariés	250 salariés ou plus	Ensemble entreprises marchandes <sup>1</sup>
<b>Organisation et débouchés de la production</b>						
Taux de marge commerciale	22,1	24,4	21,5	19,1	23,5	///
Taux d'exportation	10,1	11,2	9,6	10,8	8,7	15,9
Taux de valeur ajoutée	14,6	16,7	14,1	11,9	15,9	26,8
Intensité capitalistique (milliers d'euros)	61,2	60,2	43,3	55,7	70,9	170,2
<b>Partage de la VA (au coût des facteurs)</b>						
Part des frais de personnel	73,2	64,6	81,7	76,2	76,9	72,5
Taux de marge <sup>2</sup>	26,8	35,4	18,3	23,8	23,1	27,5
<b>Ratios de rentabilité</b>						
Rentabilité économique	13,7	19,7	10,3	12,0	10,7	9,2
Rentabilité financière	12,7	18,5	8,3	9,5	10,4	9,4
<b>Ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité</b>						
Levier financier	69,3	71,7	69,4	60,4	74,7	73,8
Taux de prélèvement financier	14,3	9,0	18,7	17,7	18,3	33,7
<b>Délais de paiement</b>						
Fournisseurs (en jours)	45,6	46,8	45,5	43,4	47,2	60,2
Clients (sous réserves, en jours)	31,0	31,0	35,5	33,9	27,1	52,7
<b>Ratios d'investissement</b>						
Taux d'investissement	8,8	9,0	7,5	7,8	9,7	19,9
Taux d'autofinancement	232,3	342,9	175,8	194,8	182,4	166,4

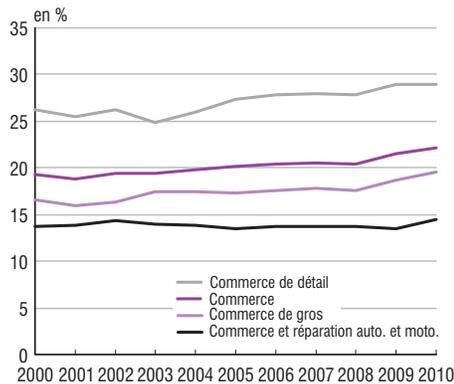
1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

2. Hors siège sociaux.

Champ : France.

Source : Insee, É sane.

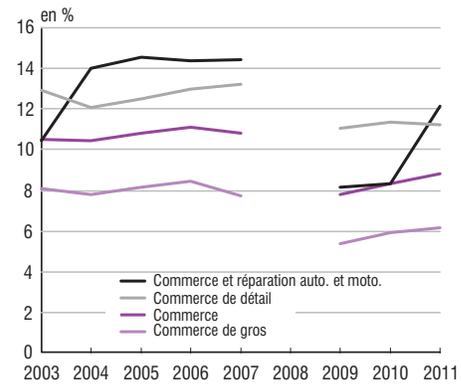
## 2. Évolution du taux de marge commerciale



Champ : France.

Source : Insee, comptes du commerce.

## 3. Évolution du taux d'investissement



Champ : France.

Note : L'Insee a rénové ses outils de statistiques d'entreprises en 2008. Pour cette première année les données sont de moins bonne qualité et ne sont donc pas diffusées.

Source : Insee, Ficus et É sane.

## 4. Personnes en emploi dans le commerce en 2011

en %

	Part de femmes	Part d'actifs		Part d'employés	Part d'ouvriers	Part autres professions	Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus				
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	17,3	25,4	22,5	12,4	43,3	44,3	15,2
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	32,1	18,1	23,6	15,9	25,0	59,0	9,8
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	59,4	29,9	20,8	47,1	9,8	43,2	17,4
<b>Ensemble commerce</b>	<b>45,6</b>	<b>25,7</b>	<b>21,9</b>	<b>33,0</b>	<b>18,8</b>	<b>48,2</b>	<b>14,8</b>
<b>Ensemble secteurs principalement marchands<sup>1</sup></b>	<b>36,2</b>	<b>23,0</b>	<b>23,3</b>	<b>19,9</b>	<b>30,4</b>	<b>49,7</b>	<b>13,4</b>

1. Secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France.

Source : Insee, enquête Emploi.

## 9.3 Commerce et réparation auto et moto

En 2011, le **commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles** regroupe environ 84 000 entreprises, soit 12 % des entreprises de l'ensemble du commerce. Ces entreprises réalisent un chiffre d'affaires de 169 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 23 milliards. Le secteur emploie environ 351 000 salariés en équivalent-temps plein. Les non-salariés représentent 15 % des emplois, et les entreprises individuelles 35 % des entreprises.

L'essentiel des entreprises sont des structures de petite taille : 92 % comptent moins de 10 salariés. Cependant, un petit nombre de très grandes sociétés concentre une part élevée du chiffre d'affaires : la proportion d'entreprises de 250 salariés ou plus n'est que de 0,1 %, mais leur part dans le chiffre d'affaires et les exportations du secteur est de 23 %.

Le taux de marge commerciale, plus faible que dans l'ensemble du commerce (13 % contre 22 %), est très variable d'un secteur à l'autre : faible pour le **commerce de véhicules automobiles** (8 %), il est nettement plus élevé dans le secteur des **équipements automobiles** (28 %) et de la **réparation d'automobiles** (25 %). Dans ces derniers, la vente de pièces est souvent associée à un service de pose, dont la rémunération peut être incluse dans le prix de vente.

Le secteur du commerce de véhicules automobiles réalise à lui seul 44 % de la valeur ajoutée de l'ensemble du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles. La réparation automobile en représente environ 30 %. À eux seuls, ces deux sous-secteurs cumulent ainsi près des trois quarts de la valeur ajoutée. Viennent ensuite le secteur des équipements automobiles (23 %),

et, pesant de façon plus marginale, le **commerce et réparation de motocycles** (3 %). La part des salaires dans la valeur ajoutée est de 76 % contre 73 % dans l'ensemble du commerce.

Au plus fort de la crise, l'évolution en volume de la production de la branche du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles a enregistré des baisses de - 2,2 % en 2008 et - 8 % en 2009, bien plus marquées que celles de l'emploi salarié. La reprise a également été plus forte avec une hausse de 1,5 % en 2010 et de 1,3 % en 2011, mais sans retrouver le niveau et le dynamisme qui prévalaient avant la crise. Ces évolutions sont portées en premier lieu par celles du secteur du commerce automobile qui a bénéficié de la prime à la casse jusqu'en 2010. Le ralentissement du secteur se retrouve dans le nombre d'immatriculations de voitures neuves, qui a baissé de - 2,1 % en 2011, après - 2,2 % en 2010. Toutefois, avec 2,2 millions d'immatriculations en 2011, le marché reste à un niveau supérieur à la moyenne de la période 2000-2008.

En 2011, l'emploi salarié de l'ensemble du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles est reparti faiblement à la baisse (- 0,4 %), après avoir été pratiquement stable (- 0,1 %) en 2010, et la situation s'aggrave en 2012. L'évolution de l'emploi reste moins favorable que dans l'ensemble du commerce (+ 0,6 % en 2011 et + 0,2 % en 2010). Le secteur peine à se remettre de la crise économique de 2008-2009 qui s'est traduite par une forte baisse de l'emploi (- 1,9 % en 2008 et - 1,4 % en 2009), plus marquée que dans l'ensemble du commerce (- 0,6 % et - 1,2 %). ■

### Définitions

**Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles** (45) : ce secteur comprend les secteurs du **commerce de véhicules automobiles** (45.1), de l'**entretien et réparation de véhicules automobiles** (45.2), du **commerce d'équipements automobiles** (NAF 45.3) et du **commerce et réparation de motocycles** (45.4) (voir annexe *Nomenclatures d'activités françaises*).

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2012 : le secteur n'échappe pas à la crise », *Insee Première* n° 1457, juillet 2013.
- « Le commerce en 2011 : les ventes ont continué de se redresser », *Insee Première* n° 1407, juillet 2012.
- « La situation du commerce en 2012 », *Document de travail*, Insee, juillet 2013.
- « La situation du commerce en 2011 », *Document de travail*, Insee, décembre 2012.

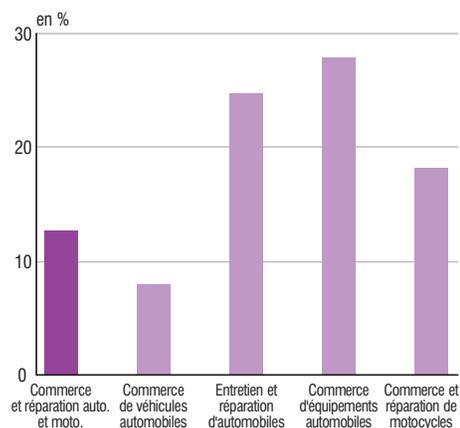
## 1. Chiffres clés du commerce et de la réparation auto et moto en 2011

	Unités légales	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	77,7	118,0	41,0	3,0	8,4	0,8
De 10 à 19 salariés EQTP	3,6	47,1	15,1	0,5	2,6	0,2
De 20 à 249 salariés EQTP	2,8	128,4	73,0	2,8	7,7	0,7
250 salariés EQTP ou plus	0,1	57,5	39,5	1,9	3,9	1,1
<b>Ensemble</b>	<b>84,2</b>	<b>350,9</b>	<b>168,6</b>	<b>8,2</b>	<b>22,6</b>	<b>2,7</b>
Ensemble des entreprises du commerce	682,8	2 626,9	1 391,5	140,4	203,4	17,9
<b>Poids des entreprises du commerce auto et moto<sup>1</sup> (en %)</b>	<b>12,3</b>	<b>13,4</b>	<b>12,1</b>	<b>5,8</b>	<b>11,1</b>	<b>15,3</b>

1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur du commerce auto. et moto. par rapport à l'ensemble des entreprises du commerce.  
Champ : France.

Source : Insee, É sane.

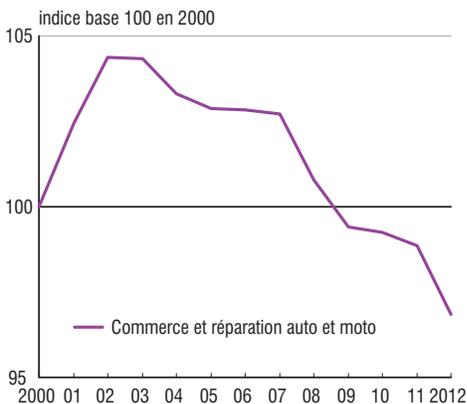
## 2. Taux de marge commerciale en 2011



Champ : France.

Source : Insee, É sane.

## 3. Évolution de l'emploi salarié, hors intérim

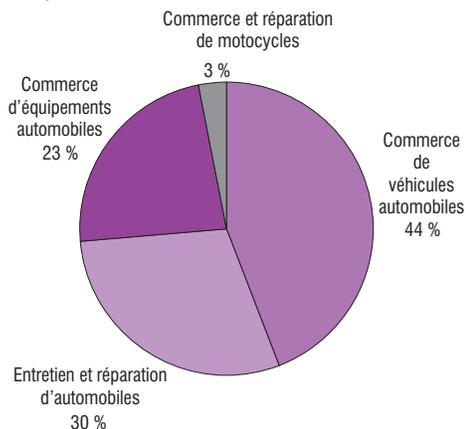


Champ : France.

Note : les titulaires de contrats d'intérim ne sont pas classés dans les secteurs d'activité qui les emploient effectivement mais dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi.

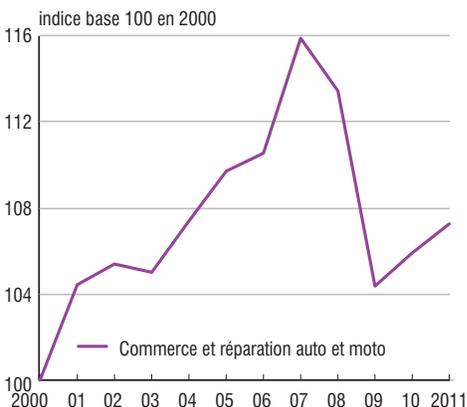
## 4. Principales activités selon la valeur ajoutée en 2011



Champ : France.

Source : Insee, É sane.

## 5. Production par branche en volume



Champ : France, branches du commerce et réparation auto. et moto.

Source : Insee, comptabilité nationale.

## 9.4 Commerce de gros

En 2011, le **commerce de gros** regroupe environ 155 000 entreprises, près du quart (23 %) des entreprises du commerce. Elles réalisent un chiffre d'affaires de 789 milliards d'euros (57 % de l'ensemble du commerce) et une valeur ajoutée de 102 milliards d'euros (50 %). Le secteur emploie 900 000 salariés en équivalent-temps plein, un peu plus d'un tiers de l'ensemble du commerce. Les non-salariés représentent 9,8 % des emplois et les entreprises individuelles 9,8 % des entreprises, une part très faible par rapport à l'ensemble du commerce.

Les entreprises du commerce de gros sont pour la plupart des structures de petite taille : 91 % comptent moins de 10 salariés. Cependant, le secteur comprend aussi quelques très grandes sociétés qui concentrent une part élevée du chiffre d'affaires : les entreprises de 250 salariés ou plus sont en proportion très peu nombreuses (0,3 %), mais réalisent près du tiers (32 %) du chiffre d'affaires, et 28 % des exportations du secteur. Or celui-ci, qui comprend des filiales de commercialisation de groupes industriels, réalise près de 90 % du chiffre d'affaires à l'export des entreprises du commerce.

Le commerce de gros de biens domestiques réalise à lui seul près du quart (23 %) de la valeur ajoutée de l'ensemble du commerce de gros. Viennent ensuite le commerce de gros de produits alimentaires, boissons et tabac (22 %), le secteur des autres commerces de gros spécialisés (17 %), et le commerce de gros des autres équipements industriels (16 %). Ces quatre secteurs représentent ainsi 78 % de la valeur ajoutée de l'ensemble du commerce de gros. Les **intermédiaires du**

**commerce de gros**, qui comprennent notamment les centrales d'achat, réalisent 11 % de la valeur ajoutée de l'ensemble. La part des frais de personnel dans la valeur ajoutée est de 71 %.

Le taux de marge commerciale est de 21 % dans l'ensemble du commerce de gros, proche de la moyenne de l'ensemble du commerce (22 %). Il est nettement moins élevé pour les intermédiaires du commerce de gros (5 %), compte tenu du fait que les centrales d'achat approvisionnent les magasins de leur réseau au meilleur prix. En revanche, il est nettement plus élevé dans le commerce de gros de biens domestiques (30 %).

En 2009, la crise a entraîné une baisse de 9 % de la production en volume de la branche du commerce de gros. Mais cette baisse a été suivie par un rebond de 4 % en 2010 puis de 5 % en 2011, qui ramènent pratiquement la production à son niveau d'avant la crise. Ces fortes fluctuations traduisent la sensibilité au cycle économique de l'activité des grossistes, notamment ceux approvisionnant les entreprises en biens d'équipement. En 2011, la croissance de l'activité a été tirée par les secteurs du commerce de gros de biens domestiques, de produits alimentaires, et des autres équipements industriels.

En 2011, l'emploi salarié de l'ensemble du commerce de gros a augmenté de 0,6 %, comme dans l'ensemble du commerce avant de repartir à la baisse en 2012. Cette hausse fait suite à la forte baisse de l'emploi due à la crise économique de 2008-2009 (- 3 % en 2009, contre - 1,2 % dans l'ensemble du commerce). ■

### Définitions

**Commerce de gros (commerce interentreprises)** : ce secteur regroupe les entreprises du commerce ayant un code d'activité principale compris entre 46.11Z et 46.90Z dans la NAF Rév. 2 (voir *annexe Nomenclature d'activités françaises*).

**Intermédiaires du commerce** : ce secteur regroupe les entreprises du commerce de gros dont le code d'activité principale est compris entre 46.11Z et 46.19B.

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2012 : le secteur n'échappe pas à la crise », *Insee Première* n° 1457, juillet 2013.
- « Le commerce en 2011 : les ventes ont continué de se redresser », *Insee Première* n° 1407, juillet 2012.
- « La situation du commerce en 2012 », *Document de travail*, Insee, juillet 2013.
- « La situation du commerce en 2011 », *Document de travail*, Insee, décembre 2012.

## 1. Chiffres clés du commerce de gros en 2011

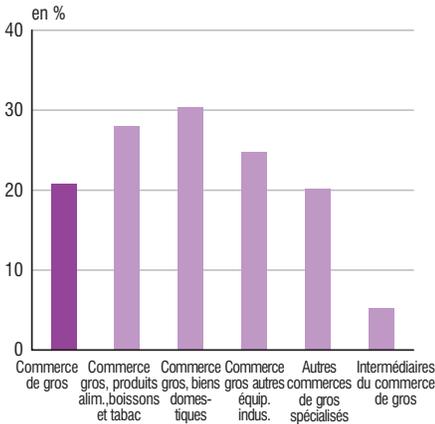
	Unités légales	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	141,2	167,7	174,0	34,4	20,1	1,7
De 10 à 19 salariés EQTP	6,7	92,4	62,6	9,0	7,2	0,4
De 20 à 249 salariés EQTP	7,0	353,8	301,2	46,6	33,5	1,9
250 salariés EQTP ou plus	0,4	302,1	250,9	34,2	40,9	2,2
<b>Ensemble</b>	<b>155,4</b>	<b>916,0</b>	<b>788,7</b>	<b>124,3</b>	<b>101,6</b>	<b>6,2</b>
Ensemble des entreprises du commerce	682,8	2 626,9	1 391,5	140,4	203,4	17,9
<b>Poids des entreprises du commerce de gros<sup>1</sup> (en %)</b>	<b>22,8</b>	<b>34,9</b>	<b>56,7</b>	<b>88,5</b>	<b>49,9</b>	<b>34,9</b>

1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur du commerce de gros par rapport à l'ensemble des entreprises du commerce.

Champ : France.

Source : Insee, É sane.

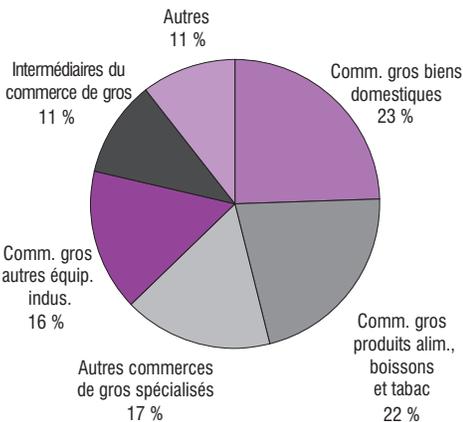
## 2. Taux de marge commerciale en 2011



Champ : France.

Source : Insee, É sane.

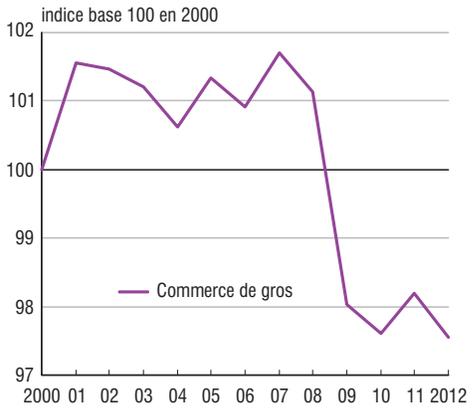
## 4. Principales activités du secteur selon la valeur ajoutée en 2011



Champ : France.

Source : Insee, É sane.

## 3. Évolution de l'emploi salarié, hors intérim

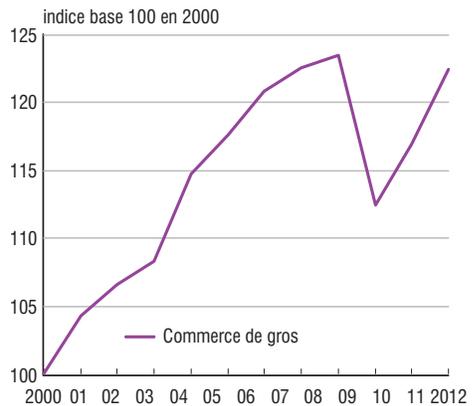


Champ : France.

Note : les titulaires de contrats d'intérim ne sont pas classés dans les secteurs d'activité qui les emploient effectivement mais systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi.

## 5. Production par branche en volume



Champ : France, branches du commerce de gros.

Source : Insee, comptabilité nationale.

## 9.5 Commerce de détail

En 2011, le **commerce de détail** regroupe environ 443 000 entreprises, soit près des deux tiers de l'ensemble du commerce. Ces entreprises réalisent un chiffre d'affaires de 434 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 80 milliards d'euros. Le secteur emploie 1,4 million de salariés en équivalent-temps plein, soit la moitié de l'emploi dans le secteur du commerce. Les non-salariés représentent 17,4 % des emplois. Les entreprises individuelles sont majoritaires (55 %).

La quasi-totalité des entreprises du commerce de détail sont des structures de petite taille : 97 % comptent moins de 10 salariés. Cependant, quelques très grandes sociétés concentrent une part élevée du chiffre d'affaires : elles ne pèsent que 0,1 % en termes de nombre d'entreprises, mais réalisent 40 % du chiffre d'affaires et 55 % des exportations du commerce de détail. Parmi elles se trouvent quelques réseaux intégrés de distribution, alimentaire ou non.

Le secteur du **commerce de détail en magasin non spécialisé** réalise à lui seul 35 % de la valeur ajoutée de l'ensemble du commerce de détail. Ce secteur regroupe les magasins à prédominance alimentaire non spécialisés (en premier lieu les grandes surfaces à dominante alimentaire, hypermarchés, supermarchés, magasins multi-commerce) et les grands magasins. Viennent ensuite le secteur des **autres commerces de détail en magasin spécialisé** (qui comprend notamment l'habillement-chaussure et les produits pharmaceutiques), qui génère 34 % de la valeur ajoutée du commerce de détail, le secteur du **bricolage et de l'équipement du foyer** (13 %), et enfin le **commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé** (5 %). Ces

quatre secteurs représentent ainsi 87 % de la valeur ajoutée de l'ensemble du commerce de détail. La part des frais de personnel dans la valeur ajoutée est de 75 %.

Le taux de marge commerciale est de 28 % dans l'ensemble du commerce de détail, contre 22 % dans l'ensemble du commerce. Il est relativement faible dans le **commerce de détail de carburant** (11 %) et les magasins non spécialisés (19 %), et nettement plus élevé (38 %), dans les autres commerces de détail en magasins spécialisé et dans le secteur du bricolage et de l'équipement du foyer. Au sein de chacun de ces secteurs, ces taux sont encore très variables selon la forme de vente (il est plus élevé dans les petits commerces, dont les coûts de distribution sont plus élevés, que dans les grands réseaux de distribution). C'est pour les formes de ventes sans magasin qu'il est le plus élevé, avec 39 % pour la **vente à distance, à domicile et par automate**, et 40 % pour les **ventes sur éventaires et marchés**.

La croissance de la production dans le commerce de détail augmente en 2010 (+ 1,5 %) et en 2011(+ 1,9 %), rejoignant le taux de croissance moyen d'avant la crise (+ 2,2 % entre 2000 et 2007). Le commerce de détail, qui avait mieux traversé la crise de 2008-2009, continue ainsi à tirer la croissance du commerce dans son ensemble. Les ventes sont surtout tirées par les secteurs du non-alimentaire, alors que l'alimentaire est quasistable.

En 2011, l'emploi salarié de l'ensemble du commerce de détail a augmenté de 0,9 % après une hausse de 0,6 % en 2010. La situation de l'emploi y est ainsi légèrement plus favorable que dans l'ensemble du commerce (respectivement + 0,6 % et + 0,2 %). ■

### Définitions

**Commerce de détail (47)** : ce secteur comprend le **commerce de détail en magasin non spécialisé** (47.1), **l'alimentaire en magasin spécialisé** (47.2), le **commerce de détail de carburants** (47.3), celui d'équipements de l'information et de la communication (47.4), de **bricolage et équipement du foyer en magasin spécialisé** (47.5), de biens culturels et de loisirs (47.6), les **autres commerces de détail en magasin spécialisé** (47.7), le **commerce de détail sur éventaires et marchés** (47.8), et la **vente à distance, à domicile et par automate** (47.9) (voir *annexe Nomenclature d'activités française*).

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2012 : le secteur n'échappe pas à la crise », *Insee Première* n° 1457, juillet 2013.
- « Travailler dans le commerce de détail ou l'artisanat commercial », *Insee Première* n° 1358, juin 2011.
- « Le commerce de détail en Europe : diversité et convergence des tissus commerciaux », *Insee Première* n° 1268, décembre 2009.

## 1. Chiffres clés du commerce de détail en 2011

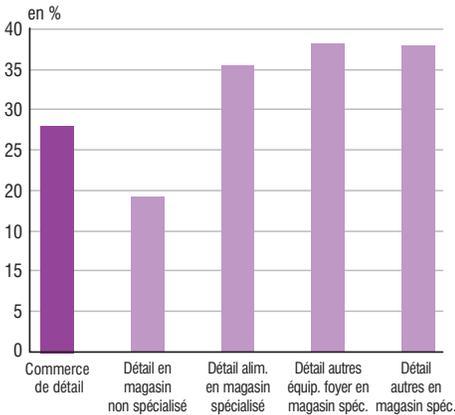
	Unités légalés	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	430,0	382,1	133,8	1,6	29,9	2,8
De 10 à 19 salariés EQTP	6,9	91,5	24,6	0,3	4,7	0,5
De 20 à 249 salariés EQTP	6,1	308,3	100,4	1,6	15,4	1,8
250 salariés EQTP ou plus	0,4	577,9	175,4	4,4	29,2	3,9
<b>Ensemble</b>	<b>443,3</b>	<b>1 359,9</b>	<b>434,2</b>	<b>8,0</b>	<b>79,2</b>	<b>8,9</b>
Ensemble des entreprises du commerce	682,8	2 626,9	1 391,5	140,4	203,4	17,9
<b>Poids des entreprises du commerce de détail* (en %)</b>	<b>64,9</b>	<b>51,8</b>	<b>31,2</b>	<b>5,7</b>	<b>38,9</b>	<b>49,8</b>

1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur du commerce de détail par rapport à l'ensemble des entreprises du commerce.

Champ : France.

Source : Insee, É sane.

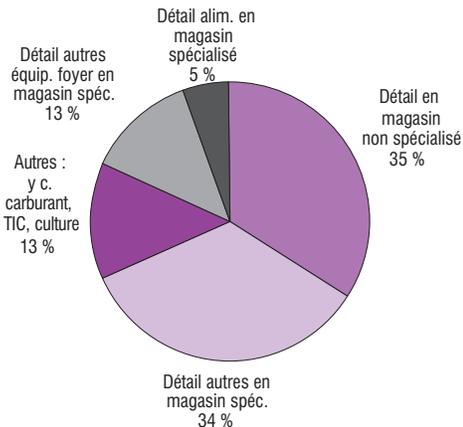
## 2. Taux de marge commerciale en 2011



Champ : France.

Source : Insee, É sane.

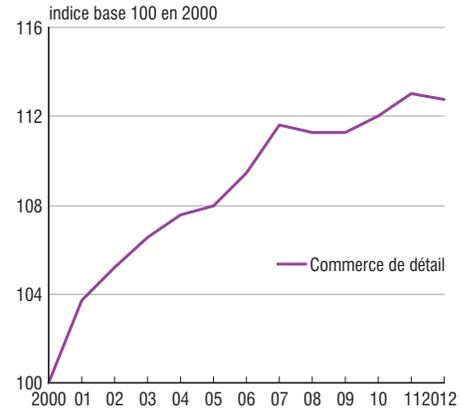
## 4. Principales activités du secteur selon la valeur ajoutée en 2011



Champ : France.

Source : Insee, É sane.

## 3. Évolution de l'emploi salarié, hors intérim

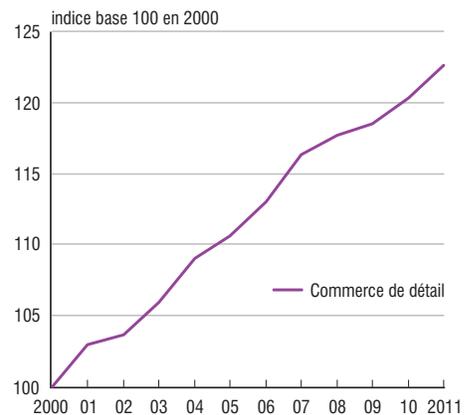


Champ : France.

Note : les titulaires de contrats d'intérim ne sont pas classés dans les secteurs d'activité qui les emploient effectivement mais systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi.

## 5. Production par branche



Champ : France, branches du commerce de détail.

Source : Insee, comptabilité nationale.